

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CCAP commun aux lots

Le Pouvoir Adjudicateur : I.N.S.A.

I.N.S.A.
Pôle Marchés
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4

Procédure adaptée
En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

MARCHE N°2025-003: **TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
14 mars 2025 à 12h00

IMPORTANT : SEULS LES DEPOTS DEMATERIALISES SONT AUTORISES

N.B. : dans les documents constitutifs du marché :

- Toute référence aux normes françaises doit être entendue comme l'acceptation des normes européennes reconnues équivalentes
- Toute citation d'un procédé ou d'un produit particulier doit être comprise comme l'acceptation d'un procédé ou d'un produit reconnu équivalent.













Code NACRES :

Lot 1 : BE.01 – Maçonnerie, démolition et désamiantage
Lot 2 : BE.05 – Peintures, revêtement de sols, ravalement

Organisme de publicité : PLACE, MONITEUR

Service instructeur : Service infrastructures - Pôle Patrimoine - INSA Toulouse

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de travaux</p> <p><u>Objet</u> : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA</p>
	<p><u>Maître d'ouvrage</u> :</p> <p>INSA TOULOUSE 135 avenue de Rangueil 31077 - TOULOUSE Cedex 4</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE Cedex 4</p>
	<p>Le marché est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché est divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PREAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES.....	5
ARTICLE 1. REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE	5
ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
ARTICLE 3. DUREE.....	5
ARTICLE 4. TRANCHES	6
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	8
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	8
7.1. SOUS-TRAITANCE	8
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	9
7.3. MAITRE D'ŒUVRE	9
7.4. AUTRES INTERVENANTS DANS LES MARCHES DE TRAVAUX	10
PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	10
ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC	10
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX	10
8.2. VARIATION DES PRIX	10
ARTICLE 9. AVANCE.....	12
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT	12
11.1. DELAI DE PAIEMENT	12
11.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	13
11.3. FACTURATION	14
PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION	15
ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	15
ARTICLE 13. MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
13.1. MATERIAUX ET PRODUITS	15
13.2. PREPARATION DES TRAVAUX.....	15
13.3. GESTION DU CHANTIER	17
ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	18
ARTICLE 15. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....	18
ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
16.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	19
ARTICLE 17. RECEPTION.....	19
ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE	19
ARTICLE 19. CONTROLE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	19
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES	21
ARTICLE 20. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE.....	21
ARTICLE 21. PRESTATIONS SIMILAIRES	21
PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION.....	22
ARTICLE 22. PENALITES ET PRIMES	22
ARTICLE 23. CAS DE RESILIATION	25
ARTICLE 24. LITIGES ET DIFFERENDS.....	25
PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG	26
ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	27

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

L'acheteur désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Représentant du maître d'ouvrage

1.1. Nom et adresse officiels de l'acheteur

I.N.S.A. de Toulouse
135 Avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 4
Télécopie : 05 61 55 95 00
Site internet : <http://www.insa-toulouse.fr>

1.2. Type d'acheteur public

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Article 2. Objet et décomposition du marché public

Objet des travaux : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA.

Lieu d'exécution : INSA TOULOUSE, 135 avenue de Rangueil, 31077 TOULOUSE Cedex 4

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "DESAMIANPAGE PARTIEL"

Ce lot est divisé en tranches :

- * Tranche ferme : Travaux désamiantage partiel au R+1 et R+2
- * Tranche optionnelle : Travaux désamiantage au Rez de chaussée

Le lot 1 comporte une PSE 1 obligatoire « Solution de traitement des déchets amiantés par vitrification ».

Lot 2 "SOLS SOUPLES"

Ce lot est divisé en tranches :

- * Tranche ferme : Travaux sols souples au R+1 et au R+2
- * Tranche optionnelle : Travaux sols souples au Rez de chaussée

Le lot 2 comporte une PSE 1 obligatoire pour les travaux de sol du rez de chaussée du bâtiment B17.

Article 3. Durée

Durée :

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

La durée du marché court jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Les travaux doivent être impérativement réalisés entre le mois le 1er juin et le 29 août de chaque année.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation de 1 mois est prévue.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution globale est de 4 mois.

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Le délai d'exécution du lot 1 démarre à compter de la date de notification du marché et il comprend 1 mois pour la période de préparation et 7 semaines maximum pour l'exécution des travaux de désamiantage.
Le délai d'exécution du lot 2 démarre à compter de la date de notification du marché et il comprend 1 mois pour la période de préparation et 4 semaines maximum pour l'exécution des travaux.
Le délai d'exécution des travaux du lot 2 (hors période de préparation) débute à compter de l'enlèvement des installations de déconfinement du lot 1.

*** Calendrier prévisionnel d'exécution :**

Le calendrier prévisionnel établi par la maîtrise d'œuvre est joint à la présente consultation.

*** Le calendrier détaillé d'exécution :**

Il est établi par le candidat dans son offre. Il doit prendre en compte le cadre fixé dans le calendrier prévisionnel d'exécution fourni par le Maître d'ouvrage au DCE.

La durée initiale mentionnée ci-dessus, peut être modifiée par avenant et le nouveau calendrier est notifié à tous les entrepreneurs de même que les modifications et ajustements apportées en cours d'exécution.

*** Modification du/des délai(s) d'exécution :**

Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite de la durée globale du marché. Le calendrier modifié comme est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

* Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq jours.

Article 4. Tranches

Ce marché est divisé en tranches :

Type	Description	Délai d'exécution prévu
Lot 1		
Tranche ferme	Travaux désamiantage partiel au R+1 et R+2	4 mois
Tranche optionnelle n°1	Travaux désamiantage au Rez de chaussée	4 mois
Lot 2		
Tranche ferme	Travaux sols souples au R+1 et au R+2	4 mois
Tranche optionnelle n°1	Travaux sols souples au Rez de chaussée	4 mois

Modalités d'affermissement des tranches optionnelles :

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle. En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCTP du présent marché.

* Pour chaque lot, le maître d'ouvrage n'est engagé que sur la tranche ferme.

Les prestations attendues pour la réalisation de chaque tranche sont définies au Cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle.

L'affermissement de la tranche optionnelle interviendra au plus tard :

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-003 : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

- pour la tranche optionnelle n°1 de chaque lot : dans un délai de 12 mois à compter de la notification du marché

Le démarrage de la tranche optionnelle fera l'objet d'un ordre de service envoyé au Titulaire du lot concerné où sera précisé la date de démarrage et le délai d'exécution prévu par le Titulaire dans son offre.

L'affermissement fera l'objet d'une décision produite par le pouvoir adjudicataire et sera transmise au titulaire du marché.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

Article 5. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement - Notification du marché (NOTI5)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux lots ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
 - Annexe 1 CCAP - RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes communes aux lots :
 - Annexe 1 CCTP : Etat des sols par niveaux
 - Annexe 2 CCTP : Surfaces graphiques
 - Annexe 3 CCTP : Diagnostic amiante
- Calendrier d'exécution des travaux
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (*)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chaque lot
- Le mémoire technique de chaque lot
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

La copie de l'original du marché public revêtue d'une mention indiquant qu'elle est délivrée en unique exemplaire, ou le certificat de cessibilité de créance, ne seront délivrés que sur demande du titulaire (article L2191-8 du Code de la Commande Publique).

Personne habilitée à donner les renseignements : Pôle Marchés (pole-marches@insa-toulouse.fr)

Comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent comptable, Stéphanie PAYET

Cession ou nantissement – cotraitance :

En cas de groupement d'opérateurs, les articles R2191-52 à R2191-53 du Code de la Commande Publique précisent à qui ces documents sont délivrés.

Cession ou nantissement – sous-traitance :

En cas de sous-traitance, les articles R2193-5 à R2193-8 du Code de la Commande Publique précisent les obligations du titulaire relatives à la cession et au nantissement de créances.

En cas de contradictions/divergences :

- Entre le CCTP et ses annexes, le CCTP prévaut
- Entre les "pièce techniques" et les "pièces graphiques", les pièces techniques prévalent

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-003 : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

Notification :

En cas de signature électronique, la notification du marché consiste en la remise de l'acte d'engagement et de ses annexes signées par l'INSA Toulouse au titulaire.

En cas de signature manuscrite, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes signées par l'INSA Toulouse au titulaire.

* Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-Travaux, les parties sont réputées avoir reçu cette notification, à défaut de consultation dans un délai de 2 jours ouvrés, à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur à l'issue de ce délai.

Article 6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Article 7. Intervenants

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.
- Les documents justifiant des capacités du sous-traitant, notamment :
 - Le RIB du compte sur lequel ce sous-traitant souhaite être payé,
 - Inscription au registre professionnel (KBIS ou équivalent) de moins de trois mois,

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-003 : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

- Délégation de pouvoir si le signataire n'est pas la personne désignée dans le registre,
- Attestations prouvant qu'il a satisfait aux obligations fiscales, sociales, et relevant du code du travail,
- Une assurance professionnelle à jour,
- Autres éléments justifiant des capacités du sous-traitant si besoin (références, qualifications, effectifs, chiffre d'affaire).

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le dossier d'agrément du sous-traitant en cours de marché doit être transmis au maître d'ouvrage (courrier recommandé ou remis en mains propres lors des réunions de chantier).

Le Maître d'ouvrage ayant 21 jours pour valider la déclaration de sous-traitance (article R2193-4 du Code de la Commande Publique), le Titulaire doit faire preuve de diligence pour envoyer son dossier en laissant un délai suffisant pour que le sous-traitant puisse être agréé avant son intervention.

*Modalités de paiement direct des sous-traitants :

Le Titulaire transmet les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le Maître d'ouvrage (article 12.1.3 du CCAG-Travaux).

L'acceptation de la demande de paiement peut prendre la forme d'une attestation de paiement direct du sous-traitant signée par le Titulaire. En cas d'auto-liquidation de TVA, cette attestation doit avoir la mention « TVA auto-liquidée » et indiquer le montant du taux de TVA qui sera versée directement au titulaire.

Si le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article L2192-5 du code de la commande publique, il dépose simplement sa demande de paiement ; et le Titulaire pourra l'accepter ou la refuser sous 15 jours.

Le sous-traitant doit transmettre au Maître d'ouvrage la copie des factures qu'il a transmise au Titulaire, si le Titulaire n'a pas accepté sa demande de paiement dans les temps (article R2193-14 du Code de la Commande Publique).

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

* Par dérogation à l'article 10.7.1 du CCAG-Travaux, le groupement solidaire peut établir s'il le souhaite une répartition des paiements entre ses membres.

* Dans tous les cas où les travaux exécutés ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

7.3. Maître d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par :

Nom : Service infrastructures - Pôle Patrimoine - INSA Toulouse

Mission du Maître d'œuvre :

- Direction de l'exécution (DET)
- Assistance aux opérations de réception (AOR)
- EXE PARTIELLE

Coordination de sécurité

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) est assurée, pour la conception, par : *en cours de désignation*

Description de la mission : Niveau III

Diagnostic Amiante :

SAFE

7 chemin du Supplice

31320 VIEILLE TOULOUSE

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

Article 8. Caractéristiques des prix du marché public

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

8.2. Variation des prix

Lot 1 "DESAMANTAGE PARTIEL"

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,85 * c1/C1 + 0,15$

où

c1 = indice 1710982 - Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 en vigueur Le 1er jour du mois de calendrier qui précède le mois d'exécution de la prestation

C1 = indice 1710982 - Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 en vigueur La date de remise de l'offre finale par le titulaire

Si l'indice de révision des prix de la date de début d'exécution des prestations - 3 mois est antérieur à la date de remise des offres, c'est cette dernière qui s'applique.

Prix actualisable :

Le prix de chaque tranche optionnelle est actualisé au démarrage du délai d'exécution de celle-ci selon la formule suivante :

Prix actualisé = Prix initial du marché (à la date de remise de l'offre par le titulaire) x CR

$CR = 0.85 * c1/C1 + 0.15$

c1 = indice 1710982 - Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois
C1 = indice 1710982 - Index du bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre par le titulaire

Modalités d'application :

* En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

* Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

Lot 2 "SOLS SOUPLES":

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,85 * c1/C1 + 0,15$

où

c1 = indice 1710956 - Index du bâtiment - BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice 1710956 - Index du bâtiment - BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010 en vigueur La date de remise de l'offre finale par le titulaire

Si l'indice de révision des prix de la date de début d'exécution des prestations - 3 mois est antérieur à la date de remise des offres, c'est cette dernière qui s'applique.

Prix actualisable :

Le prix de chaque tranche optionnelle est actualisé au démarrage du délai d'exécution de celle-ci selon la formule suivante :

Prix actualisé = Prix initial du marché (à la date de remise de l'offre par le titulaire) x CR

$CR = 0.85 * c1/C1 + 0.15$

c1 = indice 1710956 - Index du bâtiment - BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice 1710956 - Index du bâtiment - BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre par le titulaire

Modalités d'application :

* En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

* Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de TVA.

Article 9. Avance

L'option B du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial de la tranche (TTC).

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution par le titulaire d'une garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article 10. Retenue de garantie

La garantie de parfait achèvement suivante est exigée :

Garantie de parfait achèvement: retenue de garantie de 5% du montant initial du lot (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes. La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 du code de la commande publique.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

L'Acheteur n'autorise pas le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie peut être constituée pour les avenants notifiés en cours de marché.

En cas de groupement, l'article R.2191-39 du Code de la Commande Publique précise qui doit fournir la garantie et pour quel montant.

Article 11. Modalités de paiement

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Stéphanie PAYET
Agent Comptable de l'INSA de Toulouse
INSA TOULOUSE
135 avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE Cedex 4
Tél. : + 33 (0)5 61 55 93 15

11.2. Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

Règlement des comptes :

* Les projets de décomptes et les situations seront présentés conformément aux modèles prescrits par le Maître d'ouvrage.

Les projets de décomptes et les situations seront présentés conformément aux modèles prescrits par le Maître d'ouvrage.

Lors de la première réunion de chantier, un formulaire sera joint au Compte-rendu.

Le Titulaire transmet à la Maitrise d'œuvre le projet de décompte mensuel et les factures correspondantes à son avancement et celle de son sous-traitant le cas échéant par mail.

La Maitrise d'œuvre vérifie les montants, valide l'avancement et établit l'état d'acompte mensuel, selon le modèle fourni par le Maître d'ouvrage.

Celui-ci devra impérativement être joint en première page de chaque situation mensuelle d'entreprise, sous peine de rejet immédiat.

Sur cette base validée, le Titulaire dépose l'état d'acompte avec les factures sur Chorus TRAVAUX.

Le cas échéant, les garanties à première demande (GAPD) sont soumises à validation du Pôle marchés et elles doivent être adressées :

- soit en version ORIGINALE papier avec signature manuscrite originale par courrier à l'adresse suivante :

INSA Toulouse
Pôle Marchés
135 avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE CEDEX 04

- soit en version ORIGINALE avec signature électronique par mail à l'adresse suivante : pole-marches@insa-toulouse.fr

En parallèle, le titulaire adresse systématiquement une copie de la GAPD par mail au maître d'œuvre.

* Demande de paiement final :

Le Titulaire établit un projet de décompte final des travaux exécutés.

Les comptes seront établis selon les modalités des articles 12 du CCAG-Travaux.

Le projet de décompte sera présenté conformément au modèle prescrit par le Maître d'ouvrage.

Décompte général définitif - Solde :

Le Titulaire établit un projet de décompte final des travaux exécutés.

Les comptes seront établis selon les modalités des articles 12 du CCAG-Travaux.

Le projet de décompte sera présenté conformément au modèle prescrit par le Maître d'ouvrage.

Facturation électronique :

Informations nécessaires pour déposer les factures sur Chorus Travaux :

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-003 : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

- Adresse de facturation :
INSA
Service Facturier
135 avenue de Rangueil
31077 TOULOUSE

- Numéro de SIRET de l'INSA : 193.101.524.00018
- Numéro de TVA intracommunautaire : FR.20.193.101.524
- Numéro de code service : pas de code service
- Numéro d'engagement : à demander au Pôle Marchés à la notification du marché

11.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : INSA TOULOUSE

SIRET : 19310152400018

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

Article 12. Modalités de communication entre les parties

Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Ordre de service :

Les ordres de service sont écrits et sont signés par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage, datés et numérotés. Les ordres de service doivent être exécutés dans les conditions prescrites sur ce dernier. Cependant le titulaire peut s'il le souhaite et s'il estime que l'ordre de service appelle des réserves, notifier celles-ci au maître d'œuvre dans un délai de 15 jours.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des observations.

Convocation du titulaire - Rendez-vous de chantier :

Le titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

Article 13. Modalités d'exécution des travaux

13.1. Matériaux et produits

Provenance des matériaux et produits :

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-Travaux, toute modification de la provenance des matériaux et des produits est soumise à validation préalable du maître d'ouvrage.

Cette modification peut faire l'objet d'un avenant notamment si elle impacte le prix.

Qualité des matériaux et produits. - Application des normes :

* Par dérogation à l'article 23 du CCAG-Travaux, toute modification de la qualité des matériaux et des produits est soumise à validation préalable du maître d'ouvrage.

Cette modification peut faire l'objet d'un avenant notamment si elle impacte le prix.

13.2. Préparation des travaux

Compte prorata :

Lors de la réunion de lancement du marché, les titulaires de chaque lot auront la possibilité de créer un compte prorata pour la gestion des installations de chantier qu'ils auront en commun.

Etudes d'exécution :

Les études d'exécution sont dues par le titulaire de chaque lot.

Les documents fournis par le Titulaire relatif aux études d'exécution sont conformes à l'article 29.1 du CCAG-Travaux.

Ils sont décrits succinctement au CCTP et précisés dans les descriptifs techniques.

Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier :

* Principes généraux

Les modalités d'installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier sont celles prévues par le CCAG-Travaux et elles sont précisées au(x) CCTP de chaque lot en suivant les prescriptions du coordinateur SPS (reprises dans le PGC).

Le CCTP précise notamment des dispositions de :

- Stockage de matériaux et matériels
- Nettoyage
- Organisations du chantier
- Contraintes d'accès, acoustiques, thermiques, étanchéité d'air, sécurité incendiée, accessibilité P.M.R, coût global, etc.

La signalisation des chantiers sera réalisée par le Titulaire.

* Programme d'exécution des travaux :

Par les soins du Maître de l'ouvrage :

- Présentation des acteurs de l'opération ;
- Réception et traitement des demandes de sous-traitance.

Par les soins du Maître d'œuvre :

- Examen avec apposition d'un visa des plans de réservations d'implantation des matériels établis par les entreprises préalablement à l'établissement des plans d'exécution,
- Vérification de la compatibilité des plans d'exécution des ouvrages (P.E.O.) avec les méthodes employées par les entreprises,
- Visa des premiers plans d'exécution permettant le démarrage des travaux.

Par les soins du Maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant :

- Contrôle des plans d'exécution et fiches techniques et avis sur ces documents.

Par les soins du Maître d'œuvre ayant une mission d'OPC

- Élaboration en concertation avec les entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution
- Mise au point du circuit du visa des plans d'exécution.

Par les soins du coordonnateur sécurité et protection de la santé :

- Présentation du registre-journal,
- Organisation d'une inspection commune avec les entreprises y compris leurs sous-traitants,
- Communication aux entreprises des consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement (Plan Général de Coordination),
- Communication aux entreprises et sous-traitants de directives pour l'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),
- Gestion du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO),
- Assistance pour la déclaration préalable,
- Organisation de la visite d'inspection commune,

Par les soins du Titulaire de chaque lot :

- Participation à l'état des lieux contradictoires entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire avec établissement d'un rapport illustré de photos par le Titulaire et soumis au Maître d'ouvrage pour validation,
- Organisation d'un plan de prévention avec les sous-traitants s'il y en a et en relation avec le coordonnateur SPS.
- Remise à l'OPC des effectifs prévisionnels pour la durée du chantier et de tous les éléments permettant d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des études et des travaux,
- Participation aux réunions de mise au point de ce calendrier détaillé,
- Établissement du plan particulier de sécurité et de la protection de la santé (PPSPS), conformément à la section V du décret 94-1159 du 26/12/94,
- Communication au coordonnateur SPS des effectifs prévisibles,

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans de fabrication en atelier (PA) et les plans de façonnage sur chantier (PC), accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28 du CCAG-Travaux,
- Réalisation des installations de chantier,
- Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier,
- Désignation de la personne chargée de l'autocontrôle,
- Constitution de l'équipe chargée des études d'exécution et de coordination,
- Etablissement des plans de réservations, d'implantation des équipements et des terminaux à soumettre au visa du maître d'œuvre préalablement à l'établissement des plans d'exécution,

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le maître d'œuvre.

Ne seront autorisés à démarrer sauf autorisation expresse du Maître d'œuvre que les travaux ayant reçu le visa du Maître d'œuvre.

* En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Responsable Hygiène et Sécurité doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le Titulaire s'engage à répondre à toute demande d'information et à fournir en particulier :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé ;
- La liste à jour des personnes autorisées à accéder au chantier ;
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 15 jours de la période de préparation ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants qui seraient désignés avant et pendant le chantier.

13.3. Gestion du chantier

Dégradations causées aux voies publiques :

* En ce qui concerne l'usage des voies publiques pour les transports routiers et les circulations d'engins exceptionnels nécessaires pour les travaux, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG-Travaux et indiquées dans le Plan Général de Coordination (PGC) sont à respecter par l'entrepreneur. De plus, le Titulaire veillera à remettre en état la voirie sur les abords de la construction, et plus généralement le campus de l'INSA ainsi que les espaces verts suivant le cahier des charges du SGE (Service de Gestion et d'Exploitation).

* Par dérogation aux articles 34.1 et 34.2 du CCAG-Travaux, si à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge de celles-ci est supportée en totalité par le Titulaire.

Dommages divers causés par la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution:

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toutes natures, causés par le représentant du maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Gestion des déchets de chantier:

Conformément à l'article 36 du CCAG travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Article 14. Développement durable

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Clause environnementale générale :

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Ce schéma doit être conforme à la méthodologie décrite dans l'offre technique du titulaire

Article 15. Prestations supplémentaires et modifications

Augmentation du montant des travaux :

* Par dérogation à l'article 14 du CCAG travaux, quelque soit le montant de l'augmentation des travaux prévue, celle-ci fait l'objet d'une validation au préalable de maîtrise d'ouvrage et son acceptation est formalisée par voie d'avenant.

Diminution du montant des travaux :

* Par dérogation à l'article 15 du CCAG travaux, quelque soit le montant de la diminution des travaux prévue, celle-ci fait l'objet d'une validation au préalable de maîtrise d'ouvrage et son acceptation est formalisée par voie d'avenant.

Clause de réexamen :

* Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

* Conformément à l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

Nécessité de prolonger la durée d'exécution du contrat ;

- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des travaux initialement prévues ;
- Changement de dénomination du Titulaire ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise Titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle ;
- Travaux supplémentaires devenus nécessaires ;

Article 16. Propriété intellectuelle

16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Travaux, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

Article 17. Réception

Fixation des opérations préalables à la réception :

Dans les 20 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre procédera aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé ci-dessus, le titulaire en informe le représentant du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixera la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le titulaire.

* Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux en cas d'absence d'information par le titulaire sur la date d'achèvement des travaux, le maître d'œuvre convoque le titulaire pour réaliser les opérations préalables à la réception, à la date d'achèvement des travaux prévue au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé de date des opérations préalables, la réception ne sera pas acquise.

* Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai fixé dans le procès-verbal de réception.

* La réception s'effectue lot par lot.

Proposition de réception des travaux :

Dans un délai de 5 jours calendaires suivant la date du PV d'OPR, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Décision de réception des travaux :

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la date du PV d'OPR sa décision de prononcer ou non la réception, ou si elle est prononcée avec réserves.

Réception partielle :

Ce marché peut faire l'objet d'une réception partielle propre à chaque tranche de travaux définie à l'article 4 du présent CCAP.

Article 18. Délai de garantie

* Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception de chaque tranche.

Le délai de garantie peut être prolongé.

Article 19. Contrôle de l'exécution des travaux

Essai et contrôle des ouvrages :

Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le Maître d'œuvre, conformément à l'article 24 du CCAG-Travaux, les contrôles suivants seront effectués.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages

L'entreprise chargée du marché devra réaliser à sa charge les essais de fonctionnement de ses installations et communiquer les attestations à la Maîtrise d'ouvrage, pour avis, avant les opérations préalables à la réception.

Par ailleurs, tous les contrôles définis dans le marché sont à la charge exclusive du Titulaire du lot intéressé. Ces contrôles seront exécutés (toujours au frais du Titulaire du lot concerné) par un bureau de contrôle ou un laboratoire notoirement compétent que l'entreprise soumettra à l'agrément du Maître d'œuvre.

Conformément à l'article 24 du CCAG-Travaux :

- ☐ Des vérifications quantitatives et qualitatives des matériaux,
- ☐ Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, prototypes, premier de série nécessaires au contrôle.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

S'ils sont effectués par le Titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix sur devis.

S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux, si les essais et/ou contrôles prévus au marché ou demandés par le Maître d'œuvre s'avèrent négatifs ou défectueux, ils sont mis en totalité à la charge de l'entrepreneur concerné ainsi que tous les essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif. Les frais cités à l'article 24.7 du CCAG-Travaux sont à la charge de l'entrepreneur.

Documents fournis après exécution :

Le titulaire remet au maître d'oeuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en oeuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'oeuvre.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

Article 20. Confidentialité – Protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'annexe 1 du CCAP relative à la protection des données à caractère personnel dans le cadre du marché.

Les données visées par cet article concerne notamment les comptes-rendus réunions de chantier et des registres comprenant les coordonnées personnelles des personnes physiques intervenant sur le chantier.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

* Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

* Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG-Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles, sont demandées par le titulaire pour donner lieu à la signature d'un acte modificatif unilatéral, par le Maître d'ouvrage.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

* Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

* Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de l'environnement, la sécurité ou la santé en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles, sont demandées par le titulaire pour donner lieu à la signature d'un acte modificatif unilatéral, par le Maître d'ouvrage.

Article 21. Prestations similaires

Les lots pourront faire l'objet de prestations similaires.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

Article 22. Pénalités et primes

Généralités sur les pénalités :

* Les pénalités provisoires peuvent être constatées sur simple constatation de la défaillance du Titulaires par le Maître d'ouvrage.

Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré

Du fait de la simple constatation d'un retard dans l'exécution des tâches ou commandes, le Titulaire subira, par jour calendaire de retard dans l'exécution des travaux, et par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, la pénalité calendaire suivante :

1/100ème DU MONTANT HORS TAXE DE L'ENSEMBLE DU MARCHE DU TITULAIRE

Les travaux pouvant être ordonnancés dans le but de faire respecter les délais, il pourra être appliqué dans ce cas des pénalités provisoires en cas de retard dans l'exécution des tâches ou des commandes risquant d'entraîner un retard non rattrapable sur une tâche placée sur le chemin critique. Ces pénalités seront applicables sur simple constatation du retard par le Maître d'ouvrage.

Cette pénalité sera levée lors du règlement de la situation suivante si ce retard a été absorbé avant d'avoir eu pour effet de provoquer un retard sur une tâche critique. Dans le cas contraire, ces pénalités deviendront définitives et ne pourront être déduites du montant des pénalités appliquées pour retard dans l'exécution des travaux.

Par ailleurs, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un retard significatif les prestations en cause pourront être exécutées au frais et risques de l'entreprise défaillante sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au présent article.

Retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 192.2.3 du CCAG-Travaux, dans le cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais contractuels, il sera appliqué au Titulaire une pénalité, sans mise en demeure préalable et sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (augmenté éventuellement des prolongations autorisées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre).

Cette pénalité sera égale à 1/100ème du montant HT du lot concerné (complété par les avenants éventuels), par jour calendaire de retard.

Lorsque le Titulaire aura dépassé le délai contractuel ou la répartition du délai contractuel, il pourra être mis en demeure de prendre toutes les dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.

Pénalités pour retard dans la levée de réserves après réception

Par dérogation à l'article 192.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de retard constaté dans la levée des réserves, il sera appliqué une pénalité calendaire égale à 1/100ème du montant en euros Hors Taxes du marché.

Pénalités pour retard dans la remise du P.P.S.P.S. et échantillons

Si ces documents sont obligatoires : Pour tout retard dans la présentation du P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) ou dans la présentation des échantillons, une pénalité de 300 € (euros) par jour calendaire de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

Si le Titulaire a transmis des documents qui, bien que transmis dans les temps, ne répondent pas aux exigences du coordonnateur qui l'a donc enjoint de transmettre à nouveau les documents rectifiés dans le délai qui lui incombe.

Pénalités pour absence ou retard aux rendez-vous de chantier, aux réunions d'ordonnancement, aux réunions provoquées par la maîtrise d'œuvre, par le Coordonnateur SPS ou le maître d'ouvrage.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier provoquées par la Maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS ou le Maître d'ouvrage, ou d'y déléguer un représentant connaissant parfaitement le dossier, son avancement, ses problématiques, l'état des études et commandes, etc, et ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires sur le chantier.

L'absence d'un entrepreneur, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées ou méconnaissant l'opération (cf. ci-avant), à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le Compte Rendu de réunion, en vue de l'application des pénalités.

Tout retard de plus de ¼ d'heure équivaut à une absence.

En cas d'absence non justifiée à la réunion de chantier ou de coordination, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 300 € (euros) par absence.

Pénalités pour retard dans la remise des plans d'exécution et de réservations– Notes de calculs – Etudes de détail

En cas de retard constaté par le Maître d'ouvrage dans la production de tout ou partie de ses plans d'exécution qui remettrait en cause le calendrier de production des plans, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité pour retard intermédiaire et pour retard de fin de tâches

En cas d'absence de remise de document, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 300 € (euros) par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la remise des documents nécessaires aux contrôles

En cas de retard constaté par le Maître d'ouvrage des documents nécessaires aux contrôles de vérification qualitatives et quantitatives (échantillons, prototypes, premier de série, etc.), il sera appliqué à l'entreprise responsable une pénalité pour retard.

En cas d'absence de remise de document, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 300 € (euros) par jour calendaire de retard.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux.

En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux dont les dispositions sont fixées au présent CCAP.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, les prestations en cause seront exécutées aux frais de l'entrepreneur défaillant sans préjudice de l'application de la pénalité fixée au présent CCAP (pénalité pour défaut de rangement / nettoyage).

Retard dans la remise des documents fournis après exécution (D.O.E / D.U.I.O.)

En cas de retard dans la remise des plans et des documents à fournir après exécution par le Titulaire, conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19 du CCAG-Travaux sur les sommes dues au Titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 50 € (euros) jours calendaires de retard.

Pénalités pour défaut de rangement / nettoyage / fermeture chantier

Au regard du chantier en site occupé, et de la continuité du fonctionnement de l'établissement pendant les travaux, en cas de constatation par le Maître d'ouvrage de défaut de nettoyage / rangement / stockage/ fermeture correcte de la zone chantier / etc., une pénalité de 500 € (euros) par infraction et/ou constatation sera immédiatement appliquée.

Ces pénalités pourront être levées dans les conditions prévues à l'article 6.5 ci-dessous, si ce défaut de rangement et/ou nettoyage a été pris en compte immédiatement par l'entreprise, et n'a pas eu pour effet de provoquer un retard ou un danger à l'intérieur ou à l'extérieur de l'emprise du chantier.

Les Observations notés par le coordonnateur SPS dans le registre-Journal seront passibles de l'application de ces pénalités.

Pénalités relatives à la protection de l'environnement

En cas de non-respect des obligations protectrices de l'environnement, les entreprises acceptent le principe de l'action correctrice immédiate et à leurs frais.

En cas de manquements répétitifs, les entreprises concernées s'exposent à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences.

Ces sommes retenues seront investies dans l'amélioration des conditions de travail et d'information :

- Dépôt dans une benne non appropriée = 300 € (euros) / infraction ;
- Cantonnement non entretenu = 200 € (euros) / infraction ;
- Stockage en zone interdite = 200 € (euros) / infraction ;
- Matériel de chantier non conforme = 300 € (euros) / infraction ;
- Dépôt de gravats sauvage = 150 € (euros) / infraction ;
- Non-respect des circulations aux abords du chantier = 100 € (euros) / infraction.

Pénalité pour non déclaration d'un sous-traitant

Une pénalité de 500 € (euros) sera appliquée, par jour calendaire à compter de la date de découverte du sous-traitant non déclaré, et jusqu'à la date de la réception de la déclaration de sous-traitance.

De plus le sous-traitant constaté et non déclaré ne pourra pas accéder au chantier, les conséquences économiques seront supportées par les titulaires du lot concerné ou par l'entreprise utilisatrice.

Pénalité pour non-respect de la zone non-fumeur

Le chantier sera considéré comme une zone non-fumeur. Toute entreprise dont le personnel de chantier (ou le personnel de ses sous-traitants) est surpris en train de fumer dans l'enceinte du chantier, se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € (euros) à chaque constat effectué par le Maître d'ouvrage ou maître d'œuvre.

Pénalité pour non – respect du mémoire technique

Une pénalité forfaitaire de 300 € (euros) pourra être appliquée, en cas de non-respect des engagements pris dans le mémoire technique.

Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Pénalités de retard et retenues :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

* Exonération de pénalités :

* Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas systématiquement exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Le maître d'ouvrage pourra exonérer le titulaire de tout ou partie des pénalités lors du règlement de la situation suivante ou du décompte général définitif.

* Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché.

Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

Article 23. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG travaux sauf disposition contraire au sein du présent document.

Article 24. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 0562735757

Fax :

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 0562735757

Fax :

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Langue utilisée

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots:

Il est dérogé à l'article 3.5 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 15 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 18 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 19.2 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 21 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 23 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 34 du CCAG Travaux.
Il est dérogé à l'article 41.1 du CCAG Travaux.

ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

5. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

6. Documentation et conformité

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-003 : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

7. Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE)

2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Marché n° 2025-003 : TRAVAUX DE REFECTION DES SOLS AU BATIMENT B23 - CENTRE DES SCIENCES HUMAINES DE L'INSA

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom : Chloé LEON-ARTHUR
	Adresse : INSA Toulouse, 135 avenue de Ranguel, 31077 Toulouse CEDEX 04
	Délégué à la protection des données : contact-dpo@insa-toulouse.fr
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

ARTICLE 8 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :	